

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIERES**

**CCAP N° DGTM-SIT-DMOa-AC-Cext**

***Pouvoir adjudicateur***

Préfecture de la Guyane / Direction générale des territoires et de la mer de la Guyane

***Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA)***

M. Directeur Général des Territoires et de la Mer de Guyane par arrêté  
préfectoral n° R03-2021-08-21-00001 du 21/08/2021

***Remise des offres***

Date et heure limites de réception : 12 septembre 2025 à 15 h 00 (heure locale de  
l'adresse du RPA)

Le présent CCAP comporte 27 pages

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1. OBJET ET DISPOSITIONS GENERALES.....</b>	<b>4</b>
1-1. Objet du marché.....	4
1-2. Représentation du pouvoir adjudicateur et forme des notifications.....	5
1-3. Intervenants.....	6
1-4. Point de départ du délai d'exécution du bon de commande.....	6
1-5. Passation des commandes.....	6
1-6. Décomposition en tranches et en lots.....	7
1-7. Mesures de sécurité - Prestations intéressant la Défense - Obligation de discrétion.....	7
1-8. Dispositions générales.....	7
1-9. Ordres de service.....	9
<b>ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES.....</b>	<b>10</b>
3-1. Tranche(s) optionnelle(s).....	10
3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes.....	10
3-3. Variation dans les prix.....	12
3-4. Paiement direct des sous-traitants.....	14
<b>ARTICLE 4. DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES.....</b>	<b>14</b>
4-1. Durée du marché et délais d'exécution.....	14
4-2. Pénalités.....	14
4-3. Interventions urgentes.....	15
4-4. Vacations.....	15
<b>ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....</b>	<b>16</b>
5-1. Retenue de garantie.....	16
5-2. Avances.....	16
<b>ARTICLE 6. CONTRÔLE DES PRESTATIONS ET PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE...</b>	<b>17</b>
6-1. Surveillance et contrôle des prestations.....	17
6-2. Propriétés des études et documents.....	17
<b>ARTICLE 7. EXÉCUTION DU MARCHE.....</b>	<b>17</b>
7-1. Période de préparation.....	17
7-2. Programme d'exécution.....	17
7-3. Conditions d'exécution.....	17
7-4. Conditions d'intervention.....	19
7-5. Formation.....	19
7-6. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité.....	19

**ARTICLE 8. ADMISSIONS ET GARANTIES.....21**  
    8-1. Admission.....21  
**ARTICLE 9. ARRÊT DES PRESTATIONS - RÉSILIATION.....22**  
**9-1. Résiliation.....22**

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

*Dans la suite du présent document, les termes “admissions” et “admises” sont substitués à ceux de “réceptions” et de “reçues” utilisés dans le CCAG Prestations Intellectuelles.*

*Dans la suite du présent document le terme de "marché" désigne un "accord-cadre à bons de commande".*

*Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.*

## **ARTICLE 1. OBJET ET DISPOSITIONS GENERALES**

### **1-1. Objet du marché**

Le présent marché concerne le contrôle extérieur des travaux d'entretien, de modernisation du réseau et d'investissements. À titre d'exemple, le contrôle extérieur portera sur :

- Le boulevard urbain de Balata-PROGT, incluant 2 ouvrages d'arts courants ;
- Du futur ouvrage de la crique Portal ;
- Les travaux de l'Unité politique et technique et du district (réparations d'ouvrages d'art, talus, refaçon de chaussée, création d'accotements, reprise de couche de roulement, créations ou mise à niveau des systèmes d'assainissements), y compris des travaux réalisés en régie par le SIT (enduits, dispositifs de retenue,...)

Dans le cas la DGTM de Guyane n'est pas maître d'œuvre, les prestations à réaliser ne couvrent pas l'ensemble du contrôle extérieur, qui est exercé par le maître d'œuvre, mais viennent compléter les moyens de ce dernier.

Ces prestations recouvrent des contrôles dans les domaines suivants :

- Terrassements ;
- Chaussées ;
- Assainissement ;
- Ouvrages d'art ;
- Topographie.

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : la RN1 et la RN2 en Guyane

Les prestations feront l'objet d'un accord-cadre à bons de commande conformément aux dispositions des articles L.2125-1 1° et R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du CCP.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

Les prestations relèvent de la catégorie 1 au sens du Code du Travail (loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993).

## **1-2. Représentation du pouvoir adjudicateur et forme des notifications**

### **1.2.1 Représentation du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché**

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter le RPA auprès du titulaire :

Le Chef du service infrastructures et transports

- a) Réception des communications du titulaire avec le pouvoir adjudicateur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications du pouvoir adjudicateur faisant courir un délai (article 3.1 du CCAG-PI) ;
- b) Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG-PI) ;
- c) Réception de la demande de paiement (article 11.5 du CCAG-PI) ;
- d) Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.6 du CCAG-PI) ;
- e) Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;
- f) Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;
- g) Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (article 28 du CCAG-PI) ;
- h) Signature et notification, en tant que représentant du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 29 du CCAG-PI).

Des OS viendront compléter en tant que de besoin les délégations au sein de la DGTM pour le présent marché.

### **1.2.2 Notifications des décisions**

Dans le cas où les notifications au titulaire devraient être effectuées à une adresse différente de celle figurant dans l'acte d'engagement, le titulaire est tenu de fournir l'adresse avant la notification du marché.

### **1.2.3 Notifications par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques**

La notification au titulaire des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les conditions suivantes :

- a) Si la décision ou l'information fait courir un délai en mois ou en jours :  
Dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé réception du titulaire dans les conditions définies à l'article 3.2.1 du CCAG-PI. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures.
- b) Si la décision ou l'information fait courir un délai en heures :  
Dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé réception du titulaire. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du

titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé réception dans un délai qui ne devra pas excéder 1 heure. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu 1 heure après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

- c) En utilisant les fonctionnalités de la plateforme de dématérialisation du pouvoir adjudicateur permettant l'envoi de courrier ou document par voie électronique avec avis de réception et horodatage des échanges. Dans ce cas, les délais commenceront dès réception de l'accusé réception par le titulaire de l'échange électronique.

Par réciprocité, la notification au représentant du pouvoir adjudicateur ainsi qu'aux personnes désignées dans les pièces particulières ou générales du marché, des informations ou transmissions du titulaire qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les mêmes conditions que celles décrites ci avant.

### **1-3. Intervenants**

#### **1.3.1 Maîtrise d'ouvrage**

La fonction de maîtrise d'ouvrage est assurée par :

le Service infrastructures et transports (SIT) de la Direction générale des territoires et de la mer

#### **1.3.2 Conduite d'opération**

sans objet

#### **1.3.3 Maîtrise d'œuvre**

La maîtrise d'œuvre des travaux faisant l'objet de contrôle extérieur est assurée soit par le SIT, soit par une entreprise privée en fonction des marchés de travaux.

#### **1.3.4 CSPS**

Il est spécifique à chaque chantier.

### **1-4. Point de départ du délai d'exécution du bon de commande**

Le bon de commande précise les conditions d'exécution.

Par dérogation à l'article 13.1.2 du CCAG-PI, le bon de commande précise le point de départ du délai d'exécution. À défaut de précision, le délai mentionné dans le bon de commande commence à courir à 0 heure, le lendemain du jour de réception du bon de commande par le titulaire. En cas d'envoi du bon de commande par échange dématérialisé, il est fait application des délais mentionnés à l'article 1-2.3 du présent CCAP.

### **1-5. Passation des commandes**

Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commandes signés par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA).

Les bons de commande préciseront la référence du marché, la nature des prestations à réaliser, le lieu d'intervention, leur quantité, le montant de la commande hors taxe, les délais d'exécution ainsi que le ou les points de départ. L'établissement du plan contrôle pourra être sujet de discussions entre le titulaire et la MOA/MOE.

Le pouvoir adjudicateur confie au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché précisée à l'article 3-1 de l'acte d'engagement, l'exécution de la totalité des prestations de contrôle extérieur travaux définies à l'article 1.1 du présent CCAP, suivant commandes faites au fur et à mesure des besoins.

## **1-6. Décomposition en tranches et en lots**

Le présent marché comprend 3 lots distincts :

Lot 1	Terrassement – chaussées - assainissement
Lot 2	Ouvrages d'art
Lot 3	Topographie

## **1-7. Mesures de sécurité - Prestations intéressant la Défense - Obligation de discrétion**

### **1-7.1.** Mesures de sécurité

Le titulaire devra prendre toutes les mesures de sécurité conformes à la réglementation en vigueur au moment de la réalisation des prestations du présent marché, notamment concernant les prestations sur des routes en circulation et sur le chantier avec la présence d'engins de chantier, les prestations à proximité de voies ferrées, les prestations à proximité des cours d'eau, les prestations à grande hauteur, les prestations sur déblais de grande hauteur, etc.

### **1-7.2.** Dispositions relatives aux prestations intéressant la "Défense"

Sans objet.

### **1-7.3.** Obligation de discrétion

Le titulaire ne devra pas divulguer les informations confidentielles, signalées comme telles, dont il aura eu connaissance avant la notification du marché ou au cours de son exécution. Il s'engage d'autre part à ne communiquer aucun renseignement, document, plan ou résultat quelconque à des tiers, sauf accord express du RPA. Tout manquement à ces obligations, entraînera de plein droit la résiliation du marché aux torts du titulaire.

## **1-8. Dispositions générales**

### **1-8.1.** Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 39.1 du CCAG-PI.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les co-traitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

### **1-8.2.** Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ..... ayant pour objet .....

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 3 du présent CCAP.



Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

### **1-8.3.** Assurances

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9-2 du CCAG-PI, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations au pouvoir adjudicateur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande du pouvoir adjudicateur, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

### **1-8.4.** Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-8.3. ci-dessus.

### **1-8.5.** Clauses sociales et environnementales

#### **1-8.5.1. Clauses sociales**

##### **Condition d'exécution relative à l'insertion de personnes éloignées de l'emploi**

Le donneur d'ordre, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions des articles L2112-2 à L. 2112-4 et L. 3114-2 et 3 du code de la commande publique, en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause sociale d'insertion en condition d'exécution, et de tout nouveau texte rendu applicable durant la durée du marché.

Le titulaire (entreprise ou groupement d'entreprises) devra réaliser une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles.

Dans ce cadre, le titulaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires précisés ci-après, comme critère d'exécution du présent marché. En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire du groupement est l'interlocuteur unique du facilitateur pour le suivi d'exécution de la clause d'insertion.

A l'issue du marché, le titulaire étudiera toutes les possibilités d'embauche ultérieure des personnes en insertion.

Cette action d'insertion se traduit par un nombre d'heures d'insertion que l'attributaire devra réaliser.

#### **1. Le nombre d'heures d'insertion à réaliser**

**Le nombre minimum d'heures d'insertion à réaliser pour toute la durée d'exécution du marché est de 370 heures.**

Lots/Tr	Heures d'insertion
1	260
2	80
3	30

La globalisation des heures d'insertion par le titulaire est autorisée.

Une offre qui ne satisferait pas à cette condition d'exécution sera déclarée irrégulière au motif de non-respect du cahier des charges.

La répartition et le nombre d'heures entre les lots pourront être ajustés par avenant si les montants sont inférieurs aux estimations. Cela sera à rediscuter avec MOE/MOA et le facilitateur (CRESS).

## **2. Dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales**

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le maître d'ouvrage a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par le Hub ASER, Guichet Unique Territorial des Clauses Sociales :

Hub ASER – Guichet Unique et Territorial des Clauses Sociales CRESS de Guyane	2171 Route de Montjoly 9754 Rémire-Montjoly Tél : 05 94 20 76 70 <a href="mailto:clausesociale@cress-guyane.org">clausesociale@cress-guyane.org</a>
--	---

Dans ce cadre, le Hub ASER, Guichet Unique Territorial des Clauses Sociales se tient à la disposition des entreprises attributaires pour :

- les informer des modalités de mise en œuvre de la clause d'insertion,
- identifier les publics susceptibles de répondre au besoin du titulaire,
- organiser le suivi des publics éligibles positionnés,
- valider l'éligibilité des personnes en amont de leur prise de poste;
- mesurer et communiquer auprès de l'acheteur et du titulaire sur les réalisations obtenues dans le cadre du contrat.

Sont éligibles aux clauses sociales d'insertion et de promotion de l'emploi :

### **1. Personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'Etat :**

a) Personnes prises en charge dans les secteurs adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées (EA), des entreprises adaptées de travail temporaire (EATT) ou usagers des ESAT

b) Personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L. 5132-4 du Code du Travail, c'est-à-dire :

- mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ;
- salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI).

c) Personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée ;

d) Personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment le RSMA, les Ecoles de la deuxième Chance (E2C), et les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE);

e) Personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ;

f) Personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'Agence du Travail d'Intérêt Général et de l'Insertion Professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire.

2. Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :

a) Demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;

b) Bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi ;

c) Personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés au sens de l'article L. 5212-13 du Code du Travail orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;

d) Bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation d'Insertion (AI), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité ;

e) Jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :

- sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ;
- diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;

f) Demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) ;

g) Jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ;

h) Habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi ;

i) Personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;

j) Personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de France Travail, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou de la Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH) ou de la Direction de l'insertion et de la cohésion Sociale (DICS). L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à la mise en œuvre du dispositif et à la réalisation des heures d'insertion.

Afin de prévenir toute difficulté d'exécution, l'éligibilité des publics doit être vérifiée préalablement à la mise en œuvre du dispositif et à la réalisation des heures d'insertion. Par ailleurs, l'éligibilité à la clause sociale ne repose que sur les statuts des personnes et non sur les contrats qui leur sont proposés (par exemple : contrats d'alternance).

Les modalités de réalisation de la clause sociale d'insertion sont les suivantes :

- **L'embauche directe de personnes éligibles**, en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) par l'entreprise titulaire, ou en contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage).
- **La mise à disposition de salariés éligibles** via le recours à une association intermédiaire (AI), ou à une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ou à une Entreprise de Travail temporaire Adapté (ETTA), ou à une Entreprise Adaptée (EA), ou à un Établissement et service d'aide par le Travail (ESAT), ou à un Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ), ou à une Entreprise de Travail Temporaire (ETT<sup>1</sup>) ;
- **Le recours à la sous-traitance ou au groupement d'opérateurs économiques** avec une Entreprise d'Insertion (EI), un Atelier Chantier d'Insertion (ACI), une Entreprise Adaptée (EA), un Établissement et Service d'Aide par le Travail (ESAT), une Entreprise d'Insertion par le Travail Indépendant (EITI), ou un Travailleur Indépendant Handicapé (TIH).

<sup>1</sup> La mise à disposition de salariés en insertion par une ETT est régie par l'accord du 7 septembre 2005 relatif aux modalités de mise en œuvre des dispositions de l'article L. 124-2-1-1 du code du travail, prévoyant notamment la mise en place d'une convention tripartite sur le plan d'accompagnement et de suivi dans l'emploi.

Si, dans un même bassin d'emploi, le titulaire est attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause d'insertion sociale, émanant du présent donneur d'ordre, le titulaire peut solliciter auprès du facilitateur, la globalisation des heures d'insertion, afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes éloignées de l'emploi et la gestion de la clause par ladite entreprise.

Cette demande de globalisation des heures d'insertion vise à permettre à l'entreprise, qui s'engage par ailleurs à réaliser l'ensemble des prestations liées aux marchés concernés, d'affecter la ou les personne(s) recrutée(s) dans le cadre des clauses, à la réalisation conforme d'une seule des prestations prévues aux différents marchés des différents acheteurs concernés.

La globalisation est mise en œuvre à la suite de la demande du titulaire. Elle intervient dans l'intérêt conjoint d'entreprises attributaires de plusieurs marchés comportant des clauses sociales d'insertion et dans celui des participants aux clauses sociales, dont le parcours d'insertion est ainsi plus susceptible de s'inscrire dans la durée et la qualité.

La globalisation implique de respecter une concordance entre la durée d'exécution du contrat public et les dates du ou des contrat(s) de travail des personnes éligibles à cette condition d'exécution. S'il n'y a pas de concomitance entre l'espace temporel du marché concerné et du contrat de travail de la personne en insertion, la globalisation ne peut pas être valorisée sur le dit marché.

Au niveau du décompte, les heures d'insertion sont affectées à chacun des marchés concernés, à due proportion.

Le facilitateur est garant du reporting. La demande peut être déclarée recevable sur la base des critères suivants :

- Si la mesure est favorable au salarié en insertion
- Si la mesure est applicable dans le cadre territorial d'intervention du facilitateur,
- Si la mesure concerne une personne dont l'éligibilité de la candidature au dispositif des clauses sociales d'insertion, a été vérifiée par le facilitateur.

En cas de sous-traitance, le titulaire s'engage à contacter le facilitateur afin d'échanger avec lui sur une répartition convenable de la volumétrie d'insertion sous-traitée. En tant que titulaire, il reste responsable de l'exécution du marché et de l'obligation d'insertion.

A compter de sa première embauche dans une entreprise, quelle que soit la nature du contrat, la personne recrutée en application d'une clause sociale d'insertion dans un marché reste éligible au dispositif des clauses sociales, pour une durée de 24 mois.

#### Cas particulier d'embauche en CDI et de prolongation de l'éligibilité :

Dans l'intervalle temporel de réalisation du contrat public, si dans la continuité d'un contrat à durée déterminée ou d'une mise à disposition, l'entreprise embauche en contrat à durée indéterminée le salarié en insertion, les heures de travail réalisées par le salarié seront comptabilisées au titre des heures d'insertion dues par l'entreprise pendant 12 mois de plus que les 24 mois habituels, dans la limite de 36 mois.

Dans tous les cas (prolongation éligibilité avec CDI, globalisation, etc.), la comptabilisation des heures ne peut intervenir que dans l'intervalle temporel du contrat public.

#### Comptabilisation des heures de formation :

Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, Contrat d'Insertion Professionnel Intérimaire (CIPI), Contrat de Développement Professionnel Intérimaire (CDPI), Contrat à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI), etc.), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

En revanche, les périodes de formation ou de stage ne sont pas comptabilisées en amont de l'embauche (PMSMP, stages, etc.).

Néanmoins, lorsque la formation, notamment sous forme de POEC/POEI ou CIPI (Contrat d'Insertion Professionnelle Intérimaire), a pour objectif de permettre à ces personnes d'accéder à un emploi, notamment dans le cadre de clause sociale, le temps de formation initiale, antérieur au contrat de travail, peut être comptabilisé, à certaines conditions cumulatives :

- L'entreprise est mobilisée dès l'entrée en POEC/POEI/CIPI, accueille la personne lors des périodes pratiques de la formation.
- La comptabilisation des heures de formation intervient à la suite du recrutement, voire à l'issue de la fin de la période d'essai.
- La valorisation des heures de formation intervient dans une limite de 10% des heures d'insertion réalisées dans le cadre du marché.

Le Titulaire est informé que la gestion des données de ces bilans nominatifs est confiée au Guichet Unique Territorial des Clauses Sociales. Ces données sont traitées dans le logiciel « Clause », développé par la société Arche MC2 à la demande de l'Alliance Villes Emploi, qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les Bénéficiaires, les représentants du Titulaire, les représentants de l'acheteur, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application de la clause sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause d'insertion.

Le Guichet Unique Territorial des Clauses Sociales est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de quarante-huit (48) mois à partir du premier (1er) jour de la prise de poste et 24 mois après la fin de la période concernée par le Marché. Ces données sont destinées au service des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi – insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches. Durant cette période, le facilitateur met en place tous moyens pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

### **3. Difficultés éventuelles de réalisation**

Le titulaire notifie à l'acheteur et au facilitateur toute difficulté pour assurer son engagement d'insertion. Dans ce cas, l'acheteur et le facilitateur, étudient avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs d'insertion.

- En cas de difficultés économiques, établies par un faisceau d'indices, l'entreprise attributaire peut demander à l'acheteur la suspension ou la suppression de la clause d'insertion sociale.
- En cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle, à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique ou à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, l'acheteur annule la clause d'insertion sociale.

Après réception de la demande et des justificatifs, le facilitateur procède à l'instruction de la demande et précise la période de suspension des stipulations de la clause d'insertion sociale. Dès lors et sous réserve de justification, le titulaire peut bénéficier de la suspension de l'application des stipulations de la clause d'insertion sociale si les fonctions impactées par la mesure en cause correspondent à celles prévues au marché. Par ailleurs, la durée de la mesure en cause doit intervenir pendant la durée d'exécution effective du marché.

#### **1-8.5.2. Clauses environnementales**

Le titulaire devra respecter les documents liés au projet, qui seront communiqués par le maître d'œuvre ou maître d'ouvrage. Cela comprendra au minimum :

- Notice de respect de l'environnement (NRE) ;
- Arrêtés (déclaration espèces protégées, déclaration loi sur l'eau, ...)

Mesures supplémentaires à respecter :

- Pendant les travaux, les entreprises doivent utiliser du matériel moderne et insonorisé répondant aux normes et règlements en vigueur. Cette prescription est applicable à tous les matériels et engins présents sur le chantier.
- Lors des interventions qui peuvent engendrer le déversement de polluants accidentels (hydrocarbures, laitance de béton, béton, fines, ciments, chaux, produits spécifiques de traitement...), le prestataire devra posséder un kit anti-pollution.

## **1-9. Ordres de service**

L'ordre de service est la décision du pouvoir adjudicateur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

Les ordres de service sont notifiés par le représentant du pouvoir adjudicateur, désigné lors de la notification du marché, au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG-PI.

## **ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

A - Pièces particulières :

- **L'Acte d'Engagement (AE)** et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi, cadre ci-joint à compléter, dater et signer par le(s) représentant (s) habilité (s) du prestataire,
- **Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)**
- **Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)** dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi, à accepter par le titulaire sans modification ,
- **Le Bordereau des Prix (BP).**
- **Le Schéma d'Organisation du Plan d'Assurance de la Qualité (SOPAQ).**

B - Pièces générales :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- les Cahiers des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini à l'article 3-3.2 du présent CCAP ;
- les pièces à caractère réglementaire, normatif ou valant recommandations citées dans les différents articles du CCAP et du CCTP ;
- les documents techniques de référence dans les domaines d'intervention.

## **ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES**

### **3-1. Tranche(s) optionnelle(s)**

Sans objet.

### **3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes**

#### **3-2.1. Contenu des prix**

Par dérogation à l'article 10.1 du CCAG-PI, les prix sont hors TVA et établis :

- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé (SPS)
- En tenant compte des sujétions liées à la protection de l'environnement ;
- En tenant compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des travaux des rétablissements des communications, des ouvrages d'art, des terrassements, de l'assainissement, des chaussées, des équipements de sécurité, de la signalisation verticale, de la signalisation horizontale, etc. Le prestataire est réputé avoir pris connaissance de la géométrie et des contraintes d'exploitation sous chantier des ouvrages à construire ;
- En tenant compte des sujétions au niveau sécurité :
  - des prestations sur des routes en circulation et de la circulation des engins de terrassement sur le chantier,
  - des prestations sur et sous ouvrage d'art
  - des prestations à proximité des cours d'eau,
  - des prestations à grande hauteur,
  - les prestations dans des zones accidentées,
  - des prestations sur remblais de grande hauteur,
- En tenant compte des sujétions dues aux journées d'intempéries ;
- En tenant compte des sujétions dues à l'urgence de certaines prestations ;
- En tenant compte de toutes les sujétions nécessaires à l'achèvement complet des prestations même lorsqu'elles ne sont pas rémunérées par un prix particulier. Le présent dossier étant suffisamment précis pour apprécier la nature des prestations. Le prestataire suppléera par ses connaissances professionnelles les détails qui pourraient être omis dans le dossier. Il ne pourra donc prétendre à un quelconque manque de précision pour élever réclamation. Chaque prestation contient toutes les sujétions pour être réalisée indépendamment des autres.
- En tenant en compte de l'éloignement et du caractère isolé des sites objets des prestations.

**3-2.2.** Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix (BP).

**3-2.3.** Les modalités du règlement des comptes du marché

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles 11 et 12 du CCAG-PI.

Le RPA transmet le bon de commande des prestations au titulaire (cf. article 1-5 du présent CCAP).

Le calcul des décomptes et des acomptes est effectué par le système de gestion et d'exécution des marchés du ministère (GEMME) sur lequel le titulaire peut obtenir toutes informations souhaitées auprès du maître d'ouvrage.

En vue du règlement des sommes dues au titre du bon de commande, le titulaire remet uniquement au maître d'œuvre un projet de décompte assorti du calcul des quantités prises en compte faisant ressortir les quantités ou pourcentages des prestations réalisées. Il contient pour les travaux à l'entreprise, une référence à tous les prix du marché provisoires ou définitifs. Si le marché est passé avec un groupement conjoint, le projet de décompte indiquera la répartition des sommes dues à chacun des co-traitants. La remise de cet état implique les mêmes effets que celle du projet de décompte notamment pour ce qui est du délai global de paiement.

Le projet de décompte GEMME établi par le titulaire est transmis par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage, si nécessaire le maître d'œuvre indique les rectifications à réaliser sur le projet de décompte. Le projet de décompte GEMME établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le maître d'ouvrage qui le transmet au système GEMME. Le système édite en application des clauses du marché, le décompte et l'état de règlement

### **3-2.4.** Modalités de paiement des avances, acomptes, solde, indemnités et intérêts moratoires

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions des textes suivants :

- Ordonnance n°2014-697 du 26/06/2014 relative au développement de la facturation électronique,
- Décret n° 2019-748 du 18/09/2019 relatif au développement de la facturation électronique,
- Arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les opérateurs économiques.

La dématérialisation des projets de décompte avec Chorus Pro peut être opérée selon plusieurs modalités parmi lesquelles la saisie en ligne du projet de décompte et le dépôt en ligne du projet de décompte. Des possibilités sont aussi proposées qui permettent aux opérateurs économiques de mener le raccordement de leur système informatique de facturation directement à Chorus Pro ou par l'intermédiaire d'un portail tiers.

Dans un but de mise en œuvre des objectifs de traitement dématérialisé des projets de décompte au ministère, l'utilisation du portail de facturation Chorus Pro est souhaitée dans le cadre de l'exécution de ce marché.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché,
- Le numéro de SIRET de la préfecture de Guyane (« destinataire ») : **179 730 015 00015**
- Le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».



- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».

Le point de départ du délai de paiement est le dépôt du projet de décompte sur Chorus Pro (à l'exception du cas particulier du projet de décompte final pour lequel le point de départ du délai de paiement correspond au dépôt du décompte général définitif sur Chorus Pro par le titulaire).

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

### **3-3. Variation dans les prix**

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, la variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues ou primes.

**3-3.1.** Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4 ci-après.

#### **3-3.2.** Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date limite de remise des offres indiquée en page 1 du présent CCAP.

Ce mois est appelé "mois zéro" ( $m_0$ ).

#### **3-3.3.** Choix de l'index de référence

L'index de référence  $I$  choisi en raison de sa structure pour la révision des prestations faisant l'objet du marché est :

ING : Ingénierie

Il est publié :

- sur le site internet de l'INSEE,
- au bulletin officiel du ministère en charge du calcul des index BTP.

#### **3-3.4.** Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision  $C_n$  applicable pour le calcul d'un acompte et du solde est donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + 0,85 \times (I_{n-3} / I_0)$$

La révision des prix est effectuée tous les ans (soit à la date anniversaire de la notification), avec :

$I_0$  = Valeur de l'index de référence  $I$  prise au mois  $m_0$  d'établissement des prix moins 3 mois ;

$I_{n-3}$  = Valeur de l'index de référence  $I$  prise au mois de la date fixée par la périodicité de mise en œuvre de la clause de révision moins 3 mois.

De ce fait, les prix du Bordereau des Prix en vigueur à la date de remise des offres sont fermes pour une année.

### **3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée**

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (auto-liquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par le maître de l'ouvrage. Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

### **3-4. Paiement direct des sous-traitants**

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du CCP complétées par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

## **ARTICLE 4. DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES**

### **4-1. Durée du marché et délais d'exécution**

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

### **4-2. Pénalités**

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG PI, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

En compléments à l'article 14 du CCAG PI, les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation de l'événement déclencheur par le maître d'œuvre et sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

En complément à l'article 14 du CCAG PI, dans le cas de résiliation, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour inclus de la notification de la décision de résiliation.

#### **4-2.1. Pénalités pour retard d'exécution**

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG PI, le titulaire subit, en cas de non-respect du délai d'exécution indiqué sur le bon de commande, sans mise en demeure préalable, une pénalité journalière de 1000 € HT.

#### **4-2.2. Pour absence en réunion**

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG PI, en cas d'absence constatée du prestataire aux réunions, et ayant dûment fait l'objet d'une convocation par le maître d'œuvre ou son représentant, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 1000 € HT par réunion.

#### **4-2.3. Pour retard d'intervention**

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG PI, en cas de retard d'intervention d'un personnel dûment prévenu conformément aux modalités décrites dans le CCTP, le titulaire encourt une pénalité de 500,00 € HT par heure de retard constatée.

#### **4-2.4. Non-respect d'une clause du PAQ**

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG PI, si le maître d'œuvre ou son représentant constate que l'entreprise ou son représentant ne respecte pas une clause du PAQ validé, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire fixée à 2000 € HT. Cette pénalité sera réappliquée si le cas se reproduit ultérieurement.

#### **4-2.5. Pour non-remise de document**

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG PI, en cas de défaut de livraison des documents demandés (rapports, avis, etc) dans le CCTP et dans les délais définis par celui-ci, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité journalière de 1000 € HT.

#### **4-2.6. Pour indisponibilité**

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG PI et par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG PI, en cas d'indisponibilité d'un personnel dûment prévu et non remplacé par le titulaire conformément aux modalités décrites dans le CCTP, le titulaire encourt une pénalité de 2000,00 € HT par journée constatée.

#### **4-2.7. Pour non respect des normes ou des règles de l'art**

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG PI, en cas de non-respect constaté par le maître d'œuvre, des normes ou des règles de l'art définies pour les prestations, le titulaire encourt une pénalité de 5000,00 € HT par non conformité relevée.

#### **4-2.8. Pour non respect des clauses sociales**

Les pénalités pour non-respect de la clause sociale d'insertion sont les suivantes :

Manquement constaté	Pénalité forfaitaire applicable
Non-respect du nombre d'heures d'insertion et/ou de formation	60 euros par heure
Non-transmission, ou transmission partielle, ou retard de transmission des documents et attestations propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion professionnelle	100 euros par document

Le titulaire se voit appliquer une pénalité forfaitaire après mise en demeure restée infructueuse. Les exonérations de pénalités en cas de difficultés d'exécution doivent respecter les conditions prévues au paragraphe 1-8.5.1.. Dans ce cas, la pénalité ne s'applique pas à la part des heures d'insertion initialement prévues pour lesquelles l'acheteur ou le facilitateur ne sont pas parvenus à trouver un moyen pour le titulaire d'y recourir.

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par le facilitateur de la clause sociale. Le facilitateur transmettra à cette fin les documents suivants au rythme mensuel :

- les feuilles d'heures mensuelles des personnes éligibles
- le bilan global des heures réalisées décomposé mensuellement

#### **4-3. Interventions urgentes**

Les interventions seront effectuées sur simple appel téléphonique ou courriel par la maîtrise d'ouvrage et/ou la maîtrise d'œuvre désignées à l'article 1-3 du présent CCAP, à l'une des personnes désignées à l'article 3-2 de l'acte d'engagement et confirmées par bon (s) de commande.

Les interventions peuvent être demandées sous un délai de 20 heures minimum.

Une intervention urgente pourra être demandée dans les cas suivants :

- cas de force majeure,
- incident de chantier.

Les interventions urgentes pourront concerner les interventions rémunérées aux prix suivants indiqués dans le Bordereau des Prix :

- Pour les travaux de terrassement, d'assainissement et de chaussées ; les prix n° 218 à 221 ; 223 ; 326 ; 405 ;
- Pour les ouvrages d'art ; les prix n° 501 à 504 ; 508 à 521.

Les interventions urgentes seront rémunérées en plus-value avec le prix n°**103** figurant au Bordereau des Prix.

#### **4-4. Vacations**

Les prix de vacations rémunèrent :

- la demi-journée de travail sur site ;
- l'amené/repli des outils/ machines nécessaires aux contrôles ;
- les frais de déplacements ;
- les frais d'hébergement si nécessaire ;

Les prix de vacations sont cumulables avec les prix unitaires ou forfaitaire mais ne le sont pas avec les prix à la demi-journée.

Un demi-journée est définie comme une durée de 5 heures de travail sur site, entre 6h00 et 21h00.

### **ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE**

#### **5-1. Retenue de garantie**

Sans objet.

#### **5-2. Avances**

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial HT du bon de commande est supérieur à 100 000 € et sa durée d'exécution supérieure à trois mois. Elle n'est due que sur la base du montant des bons de commande diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à 5 % du montant initial TTC du bon de commande si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à 5 % de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de l'avance est porté à 20 %.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.4 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du bon de commande.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande atteint 50 % du montant initial TTC du bon de commande. Il doit être terminé lorsque le pourcentage atteint 80 %.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des **titulaires groupés conjoints**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Les dispositions du présent article s'appliquent, au marché reconductible, sur le montant de la période initial et aux marchés reconduits, sur le montant de chaque reconduction.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le sous-traitant peut présenter au pouvoir adjudicateur sa demande d'avance. Il joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant, par dérogation à l'article 11.1, le montant des prestations qu'il doit exécuter ainsi que leur durée d'exécution exprimée en mois.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RPA. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

## **ARTICLE 6. CONTRÔLE DES PRESTATIONS ET PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

### **6-1. Surveillance et contrôle des prestations**

Le CCTP définit les caractéristiques, les modalités d'exécution et de leurs vérifications tant quantitatives que qualitatives des prestations à réaliser. Sauf accord écrit intervenu entre le maître d'œuvre et le titulaire sur des dispositions différentes, les vérifications sont assurées suivant les dispositions prévues au CCTP.

Le maître d'œuvre se réserve le droit de surveiller toutes les opérations du titulaire et de s'assurer qu'elles sont exécutées conformément aux règles de l'art et suivant les prescriptions du CCTP et notamment, il se réserve le droit, à l'occasion des demandes d'acomptes formulées par le titulaire, d'effectuer toutes vérifications qu'il jugerait utiles sur l'état d'avancement des prestations et sur les éléments de leurs exécutions (mesures, calculs, rapports, ...). Ces vérifications, effectuées en présence du représentant du titulaire et au besoin avec son matériel, sont aux frais du maître d'ouvrage.

En cas d'erreurs constatées, le titulaire s'engage à les rectifier et une nouvelle vérification est assurée aux frais du titulaire.

### **6-2. Propriétés des études et documents**

Le CCAG PI s'applique.

## **ARTICLE 7. EXÉCUTION DU MARCHÉ**

### **7-1. Période de préparation**

Le bon de commande précise la mise en œuvre d'une période de préparation si elle s'avère nécessaire.

### **7-2. Programme d'exécution**

Sur demande de l'une ou l'autre des parties, un programme d'exécution est établi en commun.

### **7-3. Conditions d'exécution**

#### **7-3.1. Dispositif de sécurité**

Le titulaire qui, pour son intervention, a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement.

Les dispositifs de sécurité mis en place par le titulaire pour son intervention personnelle (échafaudage de façade, filet de protection ...) ne peuvent être déplacés ou modifiés que par celui-ci.

### **7-3.2. Installation des chantiers du titulaire**

Sans objet.

### **7-3.3. Prise en charge des matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire – Stockage, emballage, et transport**

Les échantillons et prélèvement réalisés dans le cadre des prestations du titulaire sont stockés, emballés et transportés par ce dernier et sa charge. Les conditions de stockage et de transport doivent respecter les normes applicables à ces prélèvements ou échantillons.

### **7-3.4. Signalisation du site à l'égard de la circulation publique**

La signalisation des sites d'intervention dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique est réalisée par le titulaire. Un DESC devra systématiquement être réalisé et soumis à validation du gestionnaire de voirie.

Le personnel travaillant sur les parties de chantier sous circulation devra être doté d'un vêtement de signalisation à haute visibilité conforme à la norme EN 471, de classe 3 ou 2. En aucun cas, leurs véhicules ou leurs matériels ne devront gêner la circulation. Si l'opérateur doit stationner sur l'accotement, la signalisation comprendra :

- Une signalisation d'approche limitée à la pose du panneau AK 5 ou AK 14,
- Une signalisation de position longitudinale et frontale constituée de piquet K 5b double face et de panneaux K 2 début et fin de chantier.

En cas de léger débordement sur la chaussée, la signalisation comprendra :

- Une signalisation d'approche composée du panneau AK 5 ou AK 14, du panneau de danger AK 3 de rétrécissement de chaussée et des panneaux de prescriptions B 3 (interdiction de doubler) et B 14 (limitation de vitesse),
- Une signalisation de position longitudinale et frontale constituées de panneaux K 8 et K 12 fin de chantier et de piquets K 5 b à double face ou K 5 a.

### **7-3.5. Maintien des communications**

Sans objet.

### **7-3.6. Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire**

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable (nommé chargé d'affaire dans le CCTP) qui est l'interlocuteur habituel du pouvoir adjudicateur. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable du pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des locaux qui n'exigent pas son intervention.

Le titulaire met en place à ses frais l'ensemble des moyens conformes à la bonne exécution de ses prestations, notamment :

- L'outillage ;
- Les équipements de rangement des locaux de maintenance en complément de ceux fournis ;

- Les équipements de manutention ;
- Les échelles, échafaudages, plates-formes, platelages ;
- Les protections ;
- Les meubles vestiaires ;
- Les matériels de télécommunication ;
- Les tenues de travail ;
- Les équipements de recherche de personnes (bips, talkie walkie...).

### **7-3.7. Mise à disposition de matériels par le pouvoir adjudicateur**

Sans objet.

## **7-4. Conditions d'intervention**

Les conditions d'interventions seront définies à l'établissement du bon de commande.

## **7-5. Formation**

Sans objet.

## **7-6. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité**

### **A - Principes généraux**

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur SPS.

### **B - Autorité du coordonnateur SPS**

Le coordonnateur SPS doit informer le maître de l'ouvrage et le maître d'oeuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître de l'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

### **C - Moyens donnés au coordonnateur SPS**

#### **1. Libre accès du coordonnateur SPS**

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

#### **2. Obligations du titulaire**

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Dans les 5 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;



- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants, il tient à sa disposition leurs contrats ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandés par le coordonnateur SPS ;
- La copie des déclarations d'accidents de travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé à l'article 1-3 du présent CCAP.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS :

- De toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet ;
- De son/ses intervention(s) au titre de la Garantie de Parfait Achèvement (GPA).

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.

À la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le Registre Journal de la Coordination.

#### **D - Obligation du titulaire vis-à-vis de ses sous-traitants**

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et les stipulations du présent marché relatives à la coordination SPS.

## **ARTICLE 8. ADMISSIONS ET GARANTIES**

### **8-1. Admission**

Par dérogation à l'article 29.1 du CCAG-PI, l'admission des prestations est prononcée dans les conditions suivantes :

- Pour chaque bon de commande, à l'issue des opérations de vérification énoncées à l'article 6-1. ci-dessus, le Maître d'Œuvre et le titulaire établiront un constat contradictoire valant admission provisoire,
- À la fin de chaque année du délai d'exécution du marché, la personne publique prononcera l'admission définitive intégrant l'ensemble des constats contradictoires établis au cours de cette même année,
- À l'issue du délai total d'exécution du marché, la personne publique prononcera l'achèvement de la mission en intégrant l'ensemble des réceptions définitives établies à l'issue de chaque année du délai d'exécution.

#### **8-1.1. Délais d'admission des prestations**

L'approbation consiste en l'acceptation par le RPA des prestations conformes aux prescriptions du marché.

Les décisions relatives à cette admission doivent intervenir avant l'expiration du délai de deux mois.

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par le RPA de ces documents.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme admise avec effet à compter de l'expiration du délai (admission tacite).

#### **8-1.2. Réfaction**

Par dérogation à l'article 29.3 du CCAG-PI la décision motivée d'admission avec réfaction est, sans autre formalité, notifiée au titulaire. Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les admettre avec réfaction, c'est-à-dire entraînant une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées. Le titulaire dispose d'un mois pour présenter ses observations ou adresser une lettre de réclamation au sens de l'article 43 du CCAG-PI ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision du pouvoir adjudicateur. Si le titulaire formule des observations, le pouvoir adjudicateur dispose ensuite d'un mois pour confirmer sa décision ou pour notifier une nouvelle décision. À défaut d'une telle notification dans ce délai, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

#### **8-1.3. Ajournement**

L'admission peut être assortie de conditions à prendre en compte par le titulaire dans un délai fixé par le RPA et soumis aux dispositions de l'article 4-2 ci-dessus.

Par dérogation au 3ème alinéa de l'article 29.2.1 du CCAG-PI, le silence du maître d'ouvrage ne vaut pas décision de rejet des prestations.

Suite à une décision d'ajournement, le RPA dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

#### **8-1.4. Rejet**

Suite à une décision de rejet, le RPA dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

### **ARTICLE 9. ARRÊT DES PRESTATIONS - RÉSILIATION**

#### **9-1. Résiliation**

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RPA des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG-PI complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

À défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 39.1 h) du CCAG-PI.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 39 du CCAG-PI, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 32.2 du CCAG-PI, la résiliation du marché par décision du pouvoir adjudicateur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39 du CCAG-PI.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.